

L'honorable Hazen Argue (ministre d'État chargé de la Commission canadienne du blé): Honorables sénateurs, je peux dire que les chiffres donnés par l'honorable MacMurchy sont le fruit de son imagination. Je pense qu'il cherche à effrayer les gens. Ces chiffres sont calculés pour alarmer les agriculteurs de l'ouest du Canada, et je pense qu'ils vont servir à préparer des élections qui vont être déclenchées sur cette question.

Un gouvernement qui n'est pas trop sûr de lui ne risque guère de se tromper, surtout dans l'ouest canadien j'imagine, quand il part en campagne contre Ottawa, surtout quand il s'en prend à une chose qui n'arrivera pas.

Ils ont fait campagne en prétendant protéger l'assurance-maladie contre les présumées attaques du gouvernement fédéral libéral d'abord et, une autre fois, contre une présumée menace du parti conservateur fédéral. Il n'y avait là rien de vrai.

En tous cas, on remarquera que cette année le gouvernement du Canada s'est engagé à verser 612 millions de dollars pour maintenir le tarif du Pas du Nid-de-Corbeau.

L'honorable Raymond J. Perrault (leader du gouvernement): Combien la Saskatchewan a-t-elle promis?

Le sénateur Argue: Elle n'a rien promis du tout. Les citoyens de Saskatchewan ont eu droit à 16 discours de M. MacMurchy et à toute une propagande. Néanmoins, je suppose que ce sont de bonnes tactiques politiques qui pourraient être assez efficaces.

Le ministre des Transports a annoncé la politique du gouvernement fédéral. Je le répète, il s'agit de verser cette année 612 millions de dollars pour maintenir le tarif du Pas du Nid-de-Corbeau exactement à son niveau actuel et pour dédommager les chemins de fer pour les pertes subies. Le gouvernement du Canada a engagé 3.2 milliards pour les années à venir. Si j'ai bien compris, cette somme pourrait être encore augmentée l'année prochaine, l'année suivante et l'année d'après.

Le gouvernement fédéral a demandé à M. Clay Gilson d'aller dans l'Ouest s'entretenir avec les principaux usagers du chemin de fer. Je vous cite là la politique que le gouvernement a annoncée. Elle précise que la responsabilité future à l'égard du paiement des frais de transport du grain sera l'une des principales questions abordées au cours de ces consultations. De toute évidence, les discussions porteront avant tout sur les frais supplémentaires entraînés par l'inflation future et une utilisation accrue des chemins de fer par les agriculteurs pour expédier leur grain en partant du principe que la production céréalière va augmenter.

● (1440)

Le gouvernement fédéral s'est engagé à apporter sa contribution pendant cette période en fonction de ce tarif. Je l'ai déjà dit et je le répète. Si j'ai bien compris, et j'ai assisté à toutes les réunions et lu tous les documents, cet engagement tient également pour l'avenir. Une fois que le nouveau système sera mis en place et deviendra officiel, pour ce qui est du coût du blé et du rendement du grain, je crois que les agriculteurs peuvent s'attendre à ce que le tarif du Pas du Nid-de-Corbeau soit plus avantageux. Comme le tarif sera fonction du prix du grain, je m'attends que le tarif futur sera encore plus avantageux qu'il ne l'a jamais été depuis 80 ans. Je crois que la

[Le sénateur Sparrow.]

politique du gouvernement fédéral servira les intérêts de tout le monde. Je dirais qu'il n'y a rien de vrai dans toutes les accusations de M. MacMurchy.

Le sénateur Perrault: Bravo.

[Plus tard:]

L'honorable Robert Muir: Honorables sénateurs, je voudrais invoquer le Règlement à propos des remarques qu'a faites le ministre d'État responsable de la Commission canadienne du blé. Il a parlé des gouvernements provinciaux qui mènent leur campagne électorale sur le dos du gouvernement fédéral et ainsi de suite. Je tiens simplement à signaler que l'honorable John Buchanan a mené sa campagne en Nouvelle-Écosse en faisant mousser ses réalisations personnelles. L'honorable ministre sait certainement que le premier ministre M. Buchanan a conclu dernièrement une entente à l'amiable avec le premier ministre fédéral, malgré les problèmes que suscitent les droits miniers sous-marins.

Je ne veux pas abuser de votre temps. Nous devons encore entendre l'honorable sénateur Donahoe, qui doit faire un discours utile et important cet après-midi. Je voulais simplement signaler la chose au ministre.

LA CONSOMMATION ET LES CORPORATIONS

LE BILL SUR LES MARQUES DE COMMERCE

L'honorable John M. Godfrey: Honorables sénateurs, j'aurais deux questions à poser au leader du gouvernement au Sénat.

Il y a un mois aujourd'hui, soit le 11 février, je lui ai demandé quand un nouveau bill sur les marques de commerce serait présenté. Je lui ai alors rappelé qu'un bill semblable avait été présenté au Sénat il y a trois ans. Je pense que le Sénat a maintenant une excellente occasion d'étudier une telle mesure en comité. L'honorable sénateur a-t-il des nouvelles à nous communiquer à ce sujet?

L'honorable Raymond J. Perrault (leader du gouvernement): Honorables sénateurs, pour l'instant, une mesure concernant les marques de commerce n'est pas une des priorités du gouvernement.

LES PÊCHES ET LES OCÉANS

DEMANDE DE STATISTIQUES

L'honorable John M. Godfrey: Honorables sénateurs, ma deuxième question concerne un article de Douglas Fisher qui a paru dans le *Sun* de Toronto le 22 janvier 1982, où il disait que le gouvernement fédéral va consacrer 400 million de dollars aux pêches cette année et que le ministère compte maintenant 5,800 employés. Il ajoutait également que la valeur totale des prises cette année pourrait s'élever à 1.4 milliard de dollars. Et il poursuivait:

En somme, pour assurer la gestion, le contrôle et le maintien de nos pêches, le gouvernement dépensera cette année près du tiers de la valeur de la production globale. Il y a 5,800 fonctionnaires fédéraux des pêches (en outre, près de 2,000 fonctionnaires provinciaux) alors qu'il n'y a que trois fois plus de pêcheurs.

Je demande simplement ceci: Est-ce exact? Sinon, quels sont les faits? Comme je me rends compte que notre Règlement ne